



# UNION NATIONALE DES INTERETS PROFESSIONNELS HORTICOLES

29 C Boulevard Edgar Quinet – 75014 PARIS

Tél. : 01 43 21 43 49 – Fax : 01 43 21 49 93

E-mail : [bureau-uniphor@orange.fr](mailto:bureau-uniphor@orange.fr) – site : [www.uniphor.fr](http://www.uniphor.fr)

UNIPHOR

## L'Embargo russe révélateur de nos propres carences

La Russie a durci ses règles d'importation des fleurs venant des pays européens et notamment des Pays-Bas. Les raisons invoquées sont artificielles. Cela étant si des mesures similaires étaient appliquées en l'Europe, elles permettraient de sauver la filière horticole.

### Un protectionnisme déguisé

Les mesures russes sont économiques. Il s'agit pour Moscou d'accroître le protectionnisme, la crise ukrainienne étant une excuse facile. Désormais, les fleurs européennes devront passer des tests en laboratoire avant d'être acceptées. Ces mesures ont été la cause d'une baisse de 25% des exportations hollandaises par rapport au 1<sup>er</sup> semestre de l'année précédente.

### Un protectionnisme facile à mettre en place

Les Russes n'ont toutefois pas eu beaucoup de mal à trouver une excuse pour freiner les exportations européennes. En effet, les règles de la communauté en matière phytosanitaire et de commerce des végétaux sont pour le moins troubles :

- **Une origine pas toujours très claire** : une part des fleurs exportées par les Pays-Bas est en réalité une réexportation de plantes venues de pays tiers à l'Union, qui par le jeu subtil des textes se sont vues conférer une nationalité hollandaise ;
- **Un manque d'harmonisation des règles phytosanitaires** : les contrôles sont effectués par les Etats de manières très différentes d'un pays à l'autre. Récemment, une contamination par la Sharka a mis en lumière la bienveillance des autorités allemandes vis-à-vis de ses nationaux ;
- **Un manque de réglementation de la profession** : en France, les professionnels de la filière sont surveillés tandis qu'il n'existe aucun contrôle pour les possesseurs privés et les associations.

La Russie est certes de mauvaise foi, mais cette affaire soulève plusieurs interrogations ayant trait à nos propres politiques en matière de commerce et de surveillance des végétaux.

**La mascarade des réexportations doit cesser, quant aux risques phytosanitaires ils doivent être combattus dans tous les pays de l'union et de manière identique.**

L'UNIPHOR demande une clause de sauvegarde pour la filière française. Elle exige la vérité sur les contaminations qui ont déferlé sur le pays (Charançon rouge, xyllela...). Les boîtes de pandore s'ouvrent tôt ou tard. Les décideurs politiques et syndicaux qui ferment les yeux depuis plusieurs années devront assumer et s'expliquer.

